

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Assemblée mondiale des Citoyens

Lille - 2-10 décembre 2001

Groupe socio-professionnel **UNIVERSITAIRES**

1.

La journée s'est déroulée autour de la présentation de chacun des participants et de la définition des défis les plus importants (Que faut-il changer ?)

2.

La cartographie (en référence à la carte) présente les grands défis issus des réflexions autour des 4 axes : Représentation, Biosphère, Gouvernance, Economie/Société.

3.

Lorsque l'on intègre les thèmes de la cartographie, apparaît un éventail de problèmes fondamentaux qui méritent d'être soulignés :

Réduire les différences entre les pays riches et les pays pauvres

Modifier une économie de marché qui engendre la pauvreté et l'exclusion

Modifier une éducation qui reproduit l'exclusion

Modifier une globalisation unidirectionnelle Nord > Sud

Modifier la science et les techniques qui ne fonctionnent qu'à partir des lois du marché

Modifier le développement qui nuit à l'environnement et qui détruit la vie.

4.

Il est également possible d'inclure un ensemble d'idées-clés qui ont été abordées à plusieurs reprises :

Une conscience multi-culturelle

L'éducation à et dans la complexité

La solidarité et la paix en tant que valeurs essentielles

La revendication du local dans un contexte de globalisation

Observation :

Le cahier de propositions n'est pas encore disponible ni en espagnol ni en anglais. Il n'a pas été lu et cela a entraîné des difficultés dans le débat.

Prise en compte et valorisation de la diversité des disciplines.

Faire en sorte que les étudiants deviennent des citoyens responsables et respectueux d'autrui et de l'environnement. L'éducation est garante de la citoyenneté.

Se battre pour que les services et la propriété intellectuelle soient indépendants du domaine de compétence de l'OMC, parce que cela touche aussi à l'éducation et met en danger le droit à une éducation pour tous.

Droit à une éducation pour tous, ce qui veut dire accès à une éducation primaire pour tous dans de nombreux pays.

Il faut insister sur les valeurs spirituelles et sur l'importance de l'environnement.

Implication de l'université dans la transmission du savoir et dans la promotion sociale. Même si parfois elle n'intervient que dans le processus de renouvellement des élites.

L'indépendance de l'université par rapport au pouvoir politique n'est pas une constante partout.

Il est nécessaire que les professeurs, les étudiants et les programmes s'impliquent dans les débats de société (et s'intéressent donc aux problèmes de la société).

Apports des Universitaires pour la Charte des Responsabilités

Les différents points ci-dessous constituent autant de revendications que les universitaires souhaitent apporter à la charte des responsabilités.

Nous réaffirmons le droit à l'éducation en tant que base des droits de l'Homme. Par conséquent, l'éducation de base et l'éducation primaire doit être accessible à tous les enfants du monde sans considération de genre, de race, de nationalité, de religion. De plus, il est crucial pour tout changement social que l'éducation détienne les clefs d'un objectif de citoyenneté globale. Aussi l'éducation permanente doit-elle être également accessible à tous les adultes du monde.

Il y a plusieurs stratégies pour mettre en œuvre ce but comme en faisant pression sur les gouvernements, en promouvant les efforts de la société civile dans ce domaine ou en créant un fonds global pour éradiquer l'illettrisme.

A cette fin, un comité ou un petit groupe global devrait être constitué pour définir comme cela pourrait être accompli.

Pour contrer les tendances croissantes à la marchandisation de l'enseignement et de la recherche, à l'inféodation du savoir aux lois de l'économie de marché, le collège universitaire propose que l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire s'oppose à l'intégration de l'éducation à l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) actuellement en négociation à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Par souci de protection du bien commun de la biosphère, des espèces vivantes et des éléments essentiels à la création et à la diffusion des savoirs, nous proposons que :

l'environnement,

les ressources naturelles insubstituables, comme l'eau

le vivant

soient exclus de l'accord général de l'organisation des services (AGCS) et de l'OMC.

Enseignants :

A) Nous proposons que, si l'éducation consiste à avoir des valeurs et des effets :

1.

Les universités doivent apporter des enseignants de qualité par la formation initiale et permanente de leur développement professionnel

2.

Les autorités publiques doivent faciliter et mettre en place une formation permanente des professeurs aussi bien à l'école qu'à l'Université

3.

Les autorités de l'éducation et les gouvernements doivent reconnaître la signification du travail des professeurs et investir dans l'éducation avec des conditions appropriées de salaires et de statuts

4.

Les systèmes d'accréditation qui définissent les standards d'aptitude professionnelle seraient utiles

B/ Nous proposons pour promouvoir le concept de citoyenneté globale :

1.

Les enseignants doivent être exposés à cette notion

2.

Des programmes interculturels pour les professeurs et les étudiants devraient être encouragés

A l'adresse des universités et des autorités de l'université, il est essentiel pour les institutions universitaires que soient valorisés les réseaux associatifs humains comme complémentaires aux institutions. Ainsi, il sera possible de promouvoir leur caractère instituant et une communication effective de même que des débats publics et contradictoires. Ces communications et débats doivent être faits avec d'autres acteurs sociaux concernés par des problèmes de terrain notamment en matière de formation initiale et permanente.

L'université, sujet dépositaire de connaissance en recherche scientifique, doit être une institution au centre de la propriété intellectuelle sous peine d'être simplement productive de savoirs et de formation pour le marché global.

Promouvoir la vraie naissance d'une effective interdisciplinarité et même transdisciplinarité pour rencontrer la globalité et la complexité des réalités par des espaces d'apprentissage et de formation, par des recherches traitant de façon concrètement responsable des problèmes liés à des secteurs vitaux : santé, nutrition, environnement, communication, promotion d'une culture de la paix et d'un développement durable.

L'université a pour fonction décisive d'anticiper les changements nécessaires des sociétés et, à cet égard, elle a pour rôle de former par des enseignements et des recherches nouvelles à préparer l'humanité à pouvoir vivre ensemble.

Beaucoup d'enseignants et d'universitaires sont engagés dans un travail avec les partenaires de milieux très divers dans leur environnement, participent au débat public sur les questions auxquelles est confrontée la société ou organisent des échanges approfondis et continus entre disciplines pour traiter de ces questions. Mais ceci est rarement pris en compte dans la charge des enseignants et universitaires, dans leur progression professionnelle et dans les missions des universités et des établissements d'enseignement. Nous proposons qu'il y ait une vraie renaissance personnelle et institutionnelle et que ces missions entrent dans les critères d'évaluation.

Dans un monde marqué par la guerre, il y a une urgence pour tous à participer à la construction de la paix et à la reconnaissance de l'autre. Enseignants, universitaires et institutions d'enseignement ont à apporter une contribution essentielle à cette construction, en développant l'éducation à la culture de la paix et les recherches sur ces questions.

Considérant le budget destiné au remboursement de la dette externe, un facteur qui affecte les possibilités de la croissance humaine, l'Assemblée de Lille et le collège universitaire proposent que les pays créanciers n'exigent plus leur dû pour destiner ces valeurs au budget de l'éducation et de la santé.

Les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont montré sans aucun doute que la cohabitation de l'espèce humaine est une problématique d'ordre mondial qui n'appartient pas seulement aux pays du Sud et pour autant, l'université du XXIème siècle ne peut pas tourner le dos à cette réalité.

En tant qu'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire nous proposons aux communautés universitaires du monde entier de rendre prioritaire le renforcement et la création de disciplines scientifiques qui forment des êtres humains capables de construire des sociétés solidaires préoccupées par le bien commun, respectueuses de la diversité entre les hommes et les responsables de l'environnement.